



HAL
open science

Claude Douyer : témoignage

Christian Galant, Marion Duchet-Suchaux

► **To cite this version:**

Christian Galant, Marion Duchet-Suchaux. Claude Douyer : témoignage. Les métiers de la recherche, 19, Edition INRAE, pp.130-141, 2018, Archorales, 978 273 801 4276. hal-04135025

HAL Id: hal-04135025

<https://hal.inrae.fr/hal-04135025>

Submitted on 27 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License



Tipule ou cousin. © Inra - Marie-Christine Lhopital

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTIAN GALANT
& JOSEPH BONNEMAIRE
20 JUIN 2012

CLAUDE DOUYER

130

Ce récit d'un technicien de l'Inra permet d'avoir une double évocation : celle de la station d'agronomie et celle de la station de zoologie agricole de Rouen, deux unités de recherche qui ont été fermées en 1986. Ce récit évoque les liens étroits établis entre ces deux unités pour une meilleure connaissance des sols prairiaux et de leur fonctionnement : analyses chimiques, pédologie, étude des biocénoses et physiologie des plantes fourragères.

QUELLES SONT VOS ORIGINES FAMILIALES, VOTRE CONTEXTE CULTUREL ET VOS FORMATIONS ?

Je suis né pendant la guerre, le 25 octobre 1941. Ma mère était couturière, puis démonstratrice au Printemps de Rouen après l'arrêt de la vente sur les marchés. Mon père a travaillé à l'imprimerie du *Journal de Rouen* de 1923 à 1943. Entretemps, durant les années 1939-1940, il a fait la guerre des Ardennes. En 1943, il fut intoxiqué par l'encre d'imprimerie. Après s'être relevé de cette maladie professionnelle, il lui fut conseillé de changer de métier, de surtout travailler à l'air libre. C'est ainsi que mes parents se mirent à vendre des biscuits sur les marchés. Il n'y avait pas de magasins au centre ville de Rouen, tout avait été détruit par les bombardements de 1944. Les petits commerces étaient plutôt autour de Rouen, mais au fur et à mesure de la reconstruction, de l'ouverture des grands magasins, les marchés déclinaient et mes parents ont été obligés d'arrêter en 1960. Après avoir « galéré », mon père ne trouva un emploi stable qu'en 1964, à l'imprimerie Allais. Cette période me perturbait quelque peu et influença mon avenir.

N'ayant pas subi l'exode, mes parents sont toujours restés à Rouen. Nous

habitions dans une maison du quartier Saint-Clément. Je me souviens encore des bombardements, des maisons touchées, des voisins tapis au fond de l'abri dans notre jardin. À la fin de la guerre, on a vu la remontée des Allemands qui voulaient traverser la Seine. Un soir, les troupes allemandes s'étaient réparties dans les rues avec des chars et autres engins. Nous avons dû héberger un groupe pour la nuit. Par peur des avions américains et anglais qui les chassaient, ils voulaient passer les ponts de Rouen avant qu'ils ne sautent. Ils sont partis de très bonne heure et se sont rassemblés le long de la Seine avant de passer les ponts. Ils ont été bombardés et tués ; c'était le 26 août 1944. Une passerelle a été installée pour gagner la rive droite ; tout le centre ville avait été détruit. J'avais une peur terrible pour traverser ce pont fait de planches, avec la Seine tout en dessous, un câble d'acier servant de rambarde. Nous n'avons pas souffert de pénuries. Dans le quartier Saint-Clément, je suis d'abord allé à l'école maternelle, d'où je suis sorti en sachant lire - j'aime le souligner. Je me souviens qu'à l'école primaire, à la première heure, l'instituteur faisait lire chaque élève pour connaître son niveau. L'école m'intéressait, j'avais le goût d'apprendre. Je crois que j'ai toujours été

passionné et intéressé. Dans une petite pièce chez mes parents, je constituais déjà des dossiers d'histoire, de géographie, de sciences...

QUELLES SONT VOS PREMIÈRES ÉMOTIONS VIS-À-VIS DES SCIENCES NATURELLES ?

Les sciences naturelles et la nature m'intéressaient, bien qu'à l'époque on ne parlait pas d'écologie. Je m'intéressais aussi beaucoup à la technique. À 6 ou 7 ans, mon désir était de devenir ingénieur. J'avais un oncle ingénieur à la SNCF, je l'ai très peu connu car il est mort jeune. Me sachant intéressé, mon père m'emmenait à la très grande gare de triage à Sotteville-lès-Rouen et dans le grand atelier de réparation, avec la permission de monter sur les Pacifiques : c'était l'émerveillement. *La merveilleuse histoire d'un jeune ingénieur* est l'une de mes premières lectures. Édité par le JEP (marque de trains miniatures et circuits), ce petit livre me captivait et me permettait de parler avec des chauffeurs de Pacifiques. Passer du rêve à la réalité me stimulait.

CETTE NOTION D'INGÉNIEUR VOUS A POUSSÉ À IDENTIFIER LES FORMATIONS D'INGÉNIEUR.

Il y avait deux grands lycées à Rouen : le célèbre lycée Corneille - plutôt littéraire, connu pour avoir accueilli des gens célèbres comme André Gide et le philosophe Alain - et le collège moderne Fontenelle ; tous deux destinés aux garçons. Fontenelle avait une partie littéraire, une autre en sciences expérimentales et une section de préparation aux Arts et métiers qui commençait en 4^e, avec atelier (ajustage, tournage), dessin industriel mais aussi cours de sciences naturelles. J'ai donc choisi cette formation qui me plaisait énormément : il y avait la biologie et la technique. Mes parents m'ont encouragé et fait confiance. J'étais fils unique, ce qui n'est pas toujours bien vu. Je n'ai jamais ressenti le complexe du fils unique. J'ai été élevé, en grande partie, avec une cousine dont la maman, sœur de ma mère, avait été tuée lors des bombardements de Rouen.



© Inra

UN PROBLÈME DE SITUATION PARENTALE ET PERSONNELLE NE VOUS A PAS PERMIS D'INTÉGRER LES ARTS ET MÉTIERS.

Je vous ai expliqué rapidement le parcours de mon père à cause de cette maladie professionnelle. Quand je suis arrivé au bac, j'ai pu passer la première partie du bac technique A. J'avais redoublé, à la suite d'une primo-infection lors de la préparation militaire. Les maths n'étaient pas mon point fort. Or, le coefficient était très élevé au concours des Arts et métiers ; je me suis donc retrouvé en sciences expérimentales. Cela m'a bouleversé parce que j'étais attaché à cette formation, désireux d'aller aux Arts et métiers. Comme j'avais redoublé - c'était à la fin de la guerre d'Algérie -, je suis parti faire mes classes à Noyon, dans l'Oise. Au bout de quatre mois, bien que j'avais fait les EOR, j'ai eu une permission. De retour à la caserne, je me suis retrouvé sur la liste pour le départ en Algérie, où je suis arrivé juste après le cessez-le-feu. J'étais parti pour 24 mois, fort heureusement, entre Marseille et Oran, j'appris, par radio, que ma classe était ramenée à 18 mois.

C'ÉTAIT LA FIN DES ÉVÉNEMENTS, MAIS IL FALLAIT PARTIR QUAND MÊME.

En 1962, à la fin, c'était la guerre civile. Je suis resté neuf mois en Algérie (rapatrié sanitaire pour une hépatite), dans un peloton en permanence 24 heures sur 24. On dormait sous des tentes ou dans des écoles. Au début, j'étais au-dessus de Mostaganem, sur une base d'aviation légère. Nous étions en alerte permanente parce qu'il fallait séparer Algériens et Pieds-Noirs qui se tabassaient. Toute cette période était trouble. Puis nous sommes allés à Inkermann, Mascara, Perrégaux. Quand nous sommes revenus à Mostaganem, nous gardions le port et j'ai assisté au départ des Pieds-Noirs. Les colons d'Algérie étaient déjà partis. Au-dessus du port, il y avait le quartier des pêcheurs et lors des patrouilles, on les voyait casser tout ce qu'ils ne pouvaient pas emporter sur leurs bateaux de pêche. Les bateaux étaient tellement chargés qu'on ne voyait plus la ligne de flottaison. Me mettant à leur place, je trouvais cela extrêmement dur. Sachant qu'ils allaient partir en pleine nuit, nous fermions les yeux malgré le couvre-feu et l'interdiction de sortir du port. Ils partaient au ralenti.

Lorsqu'il y avait un cargo chargé d'embarquer des Pieds-Noirs pour la France, ils venaient avec leur voiture sur le port, certains emportaient juste le poste de radio et deux valises. Ils attendaient une journée au soleil, avec les pauvres gosses et les vieillards, pour pouvoir embarquer le soir. Nous étions justement là pour que l'OAS ne vienne pas « faire le bazar ». Mostaganem était en pente et au-dessus il y avait des immeubles en construction. Un soir, je parlais avec un camarade qui était de garde sur une terrasse surplombant le port. On a fait feu sur nous. Par chance, nous n'avons pas été blessés. Lors des patrouilles dans le bled, on voyait femmes et enfants vivre sous des huttes de branchages. Il me semble que la guerre d'Algérie était inutile. Il aurait peut-être mieux fallu dès le départ, en tant que département français, aider les populations à élever leur niveau de vie. Ensuite, il y a eu le plan de Constantine du Général de Gaulle. La France avait fait des choses. Tout cela était trop tard. Voilà comment se sont passés mes 20 ans. Quand je suis rentré d'Algérie, je ne savais que faire. Je n'avais que la première partie du bac, ce qui n'était pas suffisant.

COMMENT ÊTES-VOUS ENTRÉ À L'INRA ?

Avant de partir au service militaire, j'avais travaillé pendant mes dernières vacances scolaires au guichet du Crédit Lyonnais. Comme j'avais donné satisfaction, j'aurais pu y retourner. Mais ce qui m'intéressait c'était la technique, les sciences. Lors de ma dernière année à l'école primaire, il y a eu une invasion de hannetons et il restait encore quelques doryphores de la guerre. La station de zoologie de l'Inra de Rouen, dirigée par R. Régnier, avait lancé un appel : capturer les hannetons et les apporter à la station ; ce que j'ai fait. Plus tard, grâce à la secrétaire de la station, j'ai pu rencontrer Germaine Ricou qui en assurait la direction.

VOUS AVEZ COMMENCÉ COMME CHASSEUR DE HANNETONS. QUELLES SONT VOS PREMIÈRES IMPRESSIONS LORSQUE VOUS ARRIVEZ DANS CE LIEU ?

Ce lieu me donnait plus l'impression d'un musée d'époque ancienne que

d'une station moderne. Le quartier du Jardin des Plantes avait été épargné par les bombardements. La bâtisse datait de la fin du XIX^e-début XX^e siècle. Le bâtiment appartenait au département et avait été mis à disposition. L'histoire de la station de zoologie commence avec le célèbre Paul Noël, passionné par les sciences, qui avait installé dans sa maison un laboratoire d'entomologie agricole. Son père était un journaliste célèbre du *Journal de Rouen*. Il était aussi écrivain, auteur de pièces de théâtre, et le petit Paul Noël a sûrement été passionné par les sciences de très bonne heure. Il a créé chez lui son laboratoire d'entomologie, dans cette maison qui existe toujours (elle appartient aujourd'hui à des particuliers). Au fur et à mesure, le laboratoire s'est fait reconnaître par le département et est devenu une station officielle du département.

CES BÂTIMENTS ANCIENS, QUI FIGURENT SUR LES DOCUMENTS QUE VOUS AVEZ PRODUITS, APPARTENAIENT AU DÉBUT À DES PARTICULIERS.

Dans le quartier du Jardin des Plantes vivaient des familles aisées, comme les directeurs d'usines de coton. C'est pour cela que la maison du 16 rue Dufay, la station de zoologie et la maison du 1 rue Dufay ont eu les mêmes trajectoires. Ces maisons de riches cotonniers ont été reprises par le département. La station agronomique a eu une autre histoire puisqu'elle a occupé des lieux dans le quartier Saint-Sever jusqu'en 1955. Le quartier avait été bombardé sur la rive gauche et, lors de la réfection de l'ensemble du quartier, la station agronomique a été démolie. Le département a donné cette maison au 1 rue Dufay et a regroupé les deux stations. Au 1, c'était la station d'agronomie en premier. Puis, il y a eu le laboratoire de recherche sur les plantes fourragères et au 16 rue Dufay, c'était le laboratoire de zoologie agricole. Ces bâtiments existent toujours. Le 1 rue Dufay est devenu un service de l'environnement (la Drae au départ). Quand la station a fermé, le département a fait du 16 rue Dufay un logement pour personnes handicapées. Louis Hédin a été le directeur de la station de recherche sur les plantes fourragères dès le début. Il a surtout

commencé sa carrière en Afrique. Envoyé par Auguste Chevalier, il avait plusieurs missions. En venant à Rouen, il s'est axé sur l'écologie prairiale.

DANS QUELLE CATÉGORIE AVEZ-VOUS ÉTÉ RECRUTÉ À L'INRA EN 1963 ? QUELS SONT LES PREMIERS TRAVAUX QUE L'ON VOUS A CONFÉS ? QUELS SOUVENIRS EN AVEZ-VOUS ?

J'ai de suite été technicien - sous-classé en 6B puis mis en 4B. Quand je suis arrivé, la station était en réorganisation. G. Ricou avait eu des moyens pour moderniser l'ensemble des laboratoires. Mes premiers travaux ont consisté en l'aide au déménagement, en particulier des collections d'insectes. Il y avait une collection très importante d'insectes de Normandie puisque R. Régnier était à la fois directeur du Muséum de Rouen et directeur de la station. On avait une pièce très importante et G. Ricou voulait en faire une bibliothèque et une salle de réunion. Cela a été l'occasion d'entretenir les boîtes de collection et de les reclasser en vitrine. G. Ricou avait eu un technicien qui travaillait sur les larves de tipules. Quand je suis arrivé, le technicien était parti, les élevages étaient morts et il fallait remettre en route le travail sur l'écologie des tipules. Les larves faisaient des dégâts dans les cultures de blé et de betterave, dans les grandes cultures et dans les prairies. Parfois, c'était le décapage complet, il ne restait plus un brin d'herbe au sol à cause des tipules.

SURTOUT EN RÉGION NORMANDE ?

Oui, car la Normandie était une région de prairies. Les tipules adultes sortent en septembre, les femelles pondent à cette époque et, s'il y a un fort pourcentage d'humidité en septembre, pratiquement tous les œufs pondus sous l'herbe éclosent. Cela peut générer des populations extrêmement importantes. Avec un mois de septembre sec, les populations sont nettement moins importantes. J'ai décrit tous les essais. Il fallait reconstituer un élevage et aller sur le terrain. Quand des dégâts importants étaient signalés, j'allais avec un collègue récupérer des larves de tipules. Nous nous sommes aperçus qu'il y avait

Inra de Rouen. Station d'Agronomie, laboratoire de recherche sur les plantes fourragères (1948-1971).



©Inra

des tipules « bleues » : à travers la cuticule, on voyait l'intérieur iridescent. Nous étions en rapport avec la station de lutte biologique de La Minière dirigée par Bernard Hurpin. Ayant déjà travaillé à Rouen, il est parti à La Minière comme responsable de l'insectarium. Puis nous avons travaillé en liaison avec l'équipe de Vago/Meynadier à Saint-Cristol-lès-Alès (Gard). La Minière était plus spécialisée dans les bactéries, les protozoaires, et l'équipe d'Alès était l'une des premières à avoir un microscope électronique, ce qui permettait d'étudier les virus plus en profondeur. Cela m'a permis de faire des stages à La Minière et à Alès. Chaque fois que je récupérais des larves sur le terrain, je faisais des frottis d'hémolymphes et de tissus adipeux que j'envoyais aux deux stations. J'ai failli partir à Antibes, où je connaissais bien G. Iperti, quelqu'un de très intéressant. De par mes origines italiennes par ma mère, je m'intéressais au Midi mais mon épouse voulait rester auprès de sa famille. De plus, comme je n'avais pas un statut de chercheur, mes moyens ne me le permettaient pas et je suis donc resté à Rouen.

EN DEHORS DE VOTRE PREMIÈRE PARTIE DE BAC, VOUS N'AVIEZ PAS DE FORMATION EN BIOLOGIE.

Non. Pendant le déménagement, le temps que les paillasses soient installées et qu'il y ait un matériel correct à disposition, G. Ricou récupérait de nombreuses publications sur les tipules. La plupart étaient en anglais et elle m'avait chargé de les traduire, ce qui m'a mis dans le bain de l'écologie des tipules. À la station, je lisais des documents de biologie pour m'imprégner de mon travail.

PAR RAPPORT AU DIMENSIONNEMENT DE L'INRA ET À L'OPPORTUNITÉ D'INTÉGRER D'AUTRES LABORATOIRES, AVEZ-VOUS SACRIFIÉ VOTRE MISSION PAR VOTRE ATTACHE LOCALE EN SEINE-MARITIME ?

Personnellement, si j'avais été célibataire, je serais peut-être parti à La Minière. Il y a eu plusieurs années de sécheresse en septembre et donc il n'y avait pas ou très peu de renouvellement de populations de tipules ; cela n'avait

plus d'intérêt général. G. Ricou s'était lancée dans le programme biologique international avec des prairies suivies par l'ensemble de la faune entomologique des prairies. Donc, il fallait des personnes pour trier et déterminer les insectes. Je me suis lancé et suis allé en stage pendant plusieurs semaines chez J. d'Aguilar, à la station de zoologie centrale de Versailles. Malheureusement, cette station n'existe plus.

LES PREMIERS TRAVAUX ONT TOURNÉ AUTOUR DES LARVES DE TIPULES, CE QUI CARACTÉRISAIT VOS DÉBUTS À L'INRA. COMMENT AVEZ-VOUS ÉVOLUÉ PAR LA SUITE ?

Je me suis orienté vers la systématique des insectes, en liaison avec la station centrale

dirigée par J. d'Aguilar. Comme G. Ricou était une spécialiste en avance sur l'écologie scientifique, nous avons été versés au Sad. Elle était écologue avant l'heure. Elle se rendait en Pologne qui était en avance sur les études écologiques. Pour moi, G. Ricou était une personne extrêmement intéressante, très riche de connaissances. Les grands défenseurs de la discipline de l'écologie étaient alors Robert Régnier, Bernard Hurpin, Germaine Ricou et Louis Hédin. Quand G. Ricou a pris la suite de R. Régnier, elle a développé ce côté écologique. Ingénieur Agri, elle était considérée comme une « bête curieuse », marginale par rapport aux autres laboratoires. Jusqu'à son départ, elle était considérée un peu à part de l'agronomie pure de Grignon.



PENSEZ-VOUS QUE SON CÔTÉ PASSIONNEL L'AIT PRIVÉE DE MOYENS QU'ELLE AURAIT PU AVOIR SI ELLE AVAIT FAIT PLUS DE COMPROMIS AVEC LES AGRO ?

Oui, je pense que cela lui a été préjudiciable. La politique de l'Inra était de répondre aux problèmes courants de l'agriculture, dont la révolution fourragère avec le développement du maïs. Le maïs allait à l'encontre du développement de la prairie. Cela a été un fait important pour le développement de la station, bien que l'importance de la prairie et de l'environnement ait été reconnue plus tard par des personnes comme A. Cauderon. À l'époque, l'Inra travaillait surtout sur les grandes cultures et donc la prise en compte globale de l'écologie n'était pas son fait.

Y AVAIT-IL UNE PRESSION DES LOBBIES AVEC LES PHYTOSANITAIRES ET LA CHIMIE AGRICOLE ?

Les crédits n'étaient pas très importants et donc le scientifique devait chercher des crédits extérieurs pour vivre.

Comme G. Ricou avait étudié le problème des limaces, des cicadelles et de la préservation de la faune, elle est devenue experte auprès de l'Acta pour les produits phytosanitaires. Cela a posé problème car elle a coupé les ponts avec l'interprofession et la Chambre d'agriculture de Seine-Maritime.

AVAIT-ELLE DES NOTIONS D'ÉCONOMIE AGRICOLE ? L'EXPLOITANT ÉTAIT CONFRONTÉ AUX CHARGES D'EXPLOITATION ET DE CE QUE CELA ALLAIT LUI RAPPORTER.

Sensible à cela, elle pensait que la prairie avait une importance dans l'économie agricole par la notion de protection de l'environnement. La Normandie était - elle l'est de moins en moins - une région de prairies avec l'image de la vache normande, le lait, le beurre, la crème et les fromages. L'herbe devait rester la nourriture principale des bovins. La prairie permettait aussi de mettre beaucoup moins d'intrants chimiques au niveau des sols.

QUELLE EST LA TRADITION AGRICOLE EN DEHORS DE L'ÉLEVAGE ? LA PRODUCTION DE BLÉ EST-ELLE IMPORTANTE ?

Oui. C'est la Seine-Maritime et l'Eure ; aujourd'hui, on dit Haute-Normandie. Au niveau de la Seine-Maritime, c'était surtout polyculture et élevage. Quand j'ai commencé à l'Inra, les exploitations étaient petites. Avant de partir en Algérie, je passais souvent les vacances d'été dans une ferme près de Croix-Mare (pays de Caux) et je me souviens encore que je buvais le lait au pis de la vache. Petit à petit, le tracteur a remplacé les attelages de chevaux et l'agriculture a bien changé. Ce pays de polyculture/élevage s'est tourné de plus en plus vers la culture. On trouve la célèbre culture du lin - première région pour la production de lin - et les cultures courantes (céréales, betteraves sucrières), selon la politique agricole commune et les primes. Au fil du temps, l'élevage s'est développé aussi par rapport au maïs. Le problème est que la concentration des productions n'est pas toujours la meilleure. La

production de porcs et de poules est partie en Bretagne. L'Inra a mis en place une station de recherche sur l'étude de la vache normande à Rennes, alors qu'il y avait un noyau assez important avec la station du Pin-au-Haras (Orne). La Normandie s'est, en quelque sorte, fait vider de sa substance.

REVENONS À VOS DÉBUTS DANS CETTE STATION DE ZOOLOGIE. VOUS ÉTIEZ VRAIMENT LE PREMIER TECHNICIEN À FAIRE DE LA SCIENCE.

Au début, les élevages se faisaient dans d'anciennes boîtes à film en aluminium, ce qui était désastreux. Petit à petit, avec G. Ricou, les boîtes en plastique ont été mises au point. On mettait une femelle avec deux ou trois mâles pour être sûrs qu'elle soit fécondée, puis on récupérait les œufs avec un pinceau sur de la ouate humide. Les petites larves étaient également récupérées à la pince et mises en élevage, soit séparément, soit en groupe. Nous n'avions pas besoin d'un matériel extraordinaire, nous faisons des essais de plusieurs températures à chaque stade larvaire. Le but était de voir si, à températures variables, telle ou telle maladie se développait. Il y avait à la fois le laboratoire et le terrain. J. d'Aguilar et l'équipe de Versailles étaient des personnes très intéressantes. La venue du Sad a permis l'ouverture sur le monde vivant (enquêtes chez les agriculteurs, relations avec les conseillers agricoles).

COMMENT S'EST PASSÉE L'INTÉGRATION DE LA STATION DE ZOOLOGIE DANS LE SAD ?

Dans les années 1978-1980, G. Ricou sentait bien qu'il fallait évoluer, que la zoologie périssait à l'Inra. Il n'était plus question de travailler sur les tipules, le PBI (Programme biologique international) se terminait aussi. Le Sad a été créé fin 1979. Comme la zoologie a été intégrée petit à petit dans la pathologie végétale, il fallait soit aller vers la pathologie végétale soit aller ailleurs pour rester dans une sensibilité écologique. L'agronomie n'était pas très réceptive. Michel Sébillotte et Germaine Ricou avaient deux positions différentes. G. Ricou connaissait bien Jean-Claude Lefeuvre, professeur au Muséum à

Paris et à Rennes et conseiller de B. Vissac pour l'écologie auprès du chef de département. S'entendant bien avec J.-C. Lefeuvre et avec B. Vissac, elle a choisi l'option Sad. Intégré au Sad, J.-C. Lefeuvre est devenu la référence écologique du Sad et le spécialiste du Mont Saint-Michel. Notre laboratoire s'est transformé en laboratoire de recherche sur les zones humides (les prairies faisaient partie des zones humides), puis laboratoire de recherche systèmes agraires et développement, avec des agronomes de la prairie et des généticiens. La philosophie du Sad était de prendre en compte l'ensemble des problèmes environnementaux et agricoles, ce qui correspondait bien à une vision écologique.

Mais cela n'a pas duré longtemps. Il est dommage qu'un service vétérinaire soit venu s'adjoindre au 16 rue Dufay pour étudier les parasites de la prairie pour bovins et ovins. Le vétérinaire Caillier est entré à l'Inra. Puis, il y a eu le développement des grands centres de l'Inra. Les travaux de Caillier à Rouen intéressaient le centre de Tours, créé en 1970. Mais Caillier n'a pas voulu aller à Tours ; à contrecœur, il a ouvert un cabinet vétérinaire libéral pour chiens et chats. Cela nous a un peu fragilisés. Au lieu d'un développement, les trois stations de base ont connu un rétrécissement. La première station, installée à Rouen, est la station d'agronomie (1 rue Dufay) ; puis la station de zoologie

agricole et la station d'amélioration des plantes fourragères de L. Hédin. Ces trois stations avaient trois directeurs différents : Germaine Ricou (zoologie), Louis Hédin (plantes fourragères) et Edgar Jouy (agronomie). G. Ricou, L. Hédin et E. Jouy s'entendaient très bien et auraient souhaité créer un centre d'écologie prairiale à Rouen. Ils ne furent pas suivis.

AVEC CES TROIS STATIONS, IL AURAIT ÉTÉ POSSIBLE DE CRÉER UN PETIT CENTRE INRA.

Cela ne s'est pas fait parce que, d'une part, la politique Inra portait plus sur le développement des cultures principales et, d'autre part, le soutien de la région manquait. Plus tard, il y a eu des relations avec l'université, notamment avec le professeur Bernard Boullard. La mise en place d'un certificat d'écologie à l'université, dans les années 1975-1980, a permis des travaux entre l'université (biologie végétale), la station (16 rue Dufay) et les deux stations (1 rue Dufay). Avec une réflexion et une volonté de l'Inra, il y aurait eu matière à créer un centre de recherche à Rouen. Les deux départements Seine-Maritime et Eure - avec des sols de qualité, un climat propice à certaines cultures dont le lin qui paie bien - étaient riches sur le plan agricole. La Seine-Maritime n'avait pas besoin de l'Inra. Pour l'Eure, il y avait Hervieu, à qui l'Inra mettait tout à disposition. De plus, nous étions près de la région parisienne. Cela a été un



Une vue d'écran de télévision. Informations régionales FR3. Inra, journées portes ouvertes, 16 janvier 1982.



Le Marais-Vernier (Eure), 1975.
Au cours d'une des « expéditions »
dans les prairies humides.

Chambre d'agriculture et des conseillers agricoles de la pointe du Havre pour une utilisation plus rationnelle des marais de la basse Seine. Ce programme - dont j'assurais la liaison - comportait de nombreuses enquêtes d'utilisateurs de marais. Les exploitations étaient sur le plateau et utilisaient le marais pour y mettre de jeunes animaux. Cela me changeait complètement de métier.

C'EST PLUS TARD QUE VOUS AVEZ SUIVI LA FORMATION DE M. SÉBILLOTTE EN INGÉNIEURIE. ENTRETEMPS, VOUS AVEZ OBTENU UN DIPLÔME UNIVERSITAIRE.

J'ai suivi des cours du Cnam (biologie végétale appliquée à l'agriculture, chimie agricole et biologique) et bénéficié de nombreux stages (RNED bovins, alimentation vache laitière, statistiques, informatique, stage au Vieux-Pin (R. Laissus) sur la prairie permanente). En 1978, j'ai soutenu un mémoire d'études supérieures en sciences à l'université de Rouen. En 1982, pendant deux ans, j'ai préparé et obtenu un BTS productions végétales. L'Inra a accepté de financer ma formation, je suis allé plusieurs semaines à Angers. J'avais fait un travail avec G. Devauchelle sur les tipules, synthèse du travail réalisé sur l'inventaire de toutes les maladies. Travaillant à l'université de Rouen sur la lutte biologique contre les moustiques, G. Devauchelle avait mis en place des études sur le TIV (virus iridescent des tipules : tissu adipeux bleu) des moustiques. J'avais commencé à travailler avec lui sur le TIV et l'objectif était d'en faire une poudre de virus pour la lutte biologique, poudre qui aurait pu être répandue par hélicoptère avec la notion de protection biologique. Le TIV est spécifique à la larve de tipule et donc il n'y avait aucune conséquence pour les autres insectes ou faunes. G. Devauchelle a quitté l'université et rejoint Saint-Christol-lès-Alès. Mais trouvant que l'endroit n'était pas très réjouissant, je n'ai pas suivi et je ne sais pas à quoi ont abouti les recherches sur la lutte biologique des moustiques.

CETTE IDÉE A-T-ELLE ÉTÉ PUBLIÉE ?

J'en ai parlé dans mon document sur la station de zoologie agricole. Dans l'inventaire des maladies, les Anglais avaient fait la même constatation : pour engager une lutte biologique contre les tipules, le plus intéressant était le TIV. En parallèle, il y avait les travaux sur le virus iridescent des moustiques et il paraissait intéressant de dégager une lutte biologique. L'idée première était de le mettre au point pour la zone envahie de moustiques dans le Languedoc, avec beaucoup d'étangs et de marécages.

M. VIVIER SE LANCE DANS UN PROGRAMME AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE, VOUS VOUS INVESTISSEZ DANS CES ENQUÊTES PENDANT QUELQUES ANNÉES. COMMENT SE PASSE VOTRE FIN D'ACTIVITÉ À L'INRA ?

Nous étions une dizaine dans cette mouvance, parfois jusqu'à trente-cinq. Nous aurions pu constituer un centre de recherche. Avec le départ à la retraite de G. Ricou, on a eu quelques sueurs froides pour trouver un successeur. Cela a été très difficile moralement, parce que j'y croyais fortement. Quand M. Vivier est arrivé avec plein d'allant, il nous a redonné espoir. Le programme était intéressant, dynamique et nous pensions que c'était reparti. Au bout de peu d'années, M. Vivier nous a appris qu'il voulait quitter Rouen pour raisons personnelles. Venu à Rouen, J. Poly a reconnu des choses intéressantes mais il a quand même décidé la fermeture. La décision était prise : J. Poly voulait former son fameux centre de vie à Paris, regroupant Grignon, Jouy-en-Josas et réaliser ainsi une grosse structure. C'était une aubaine pour lui de fermer des petites stations pour rapatrier des moyens dans ce centre. Heureusement, des personnes connaissaient bien la situation et savaient que nous n'étions pas en cause. M. Vivier est arrivé à ses fins, ce qui était ressenti comme une trahison. L'Inra m'a proposé de prendre la succession du 16 rue Dufay, en liaison avec M. Vivier qui partait au lycée du Robillard, à Saint-Pierre-sur-Dives, près de Caen. Mais j'ai refusé. Avec Franck Gilibert qui arrivait de la Réunion juste avant le départ de M. Vivier, l'unité se

concourent de circonstances. Il n'y avait pas l'écoute de l'Inra ni le soutien au niveau local.

C'ÉTAIT L'ÉPOQUE DE LA VISION CENTRALISATRICE EN FRANCE DANS UN SCHEMA D'AGRICULTURE PRODUCTIVISTE SANS ENCORE D'APPROCHE ENVIRONNEMENTALE.

Quand la station de zoologie a fermé, certains se sont aperçus que nous existions et qu'il fallait faire quelque chose. La plupart des régionaux ont écrit au directeur de l'Inra, Jacques Poly, mais il était trop tard.

COMMENT SE SONT PASSÉES LES DERNIÈRES ANNÉES DE VOTRE VIE PROFESSIONNELLE AU SAD À ROUEN ?

G. Ricou est partie à la retraite en 1983 ou 1984. Elle cherchait un successeur pour assurer la pérennité du laboratoire Inra. Elle a trouvé Michel Vivier, qui a été intégré à l'unité d'écodéveloppement avec J.-C. Lefeuvre et B. Vissac. Rentré de Guyane, M. Vivier est venu à Rouen, où il a mis en place un programme avec la

renforçait. Il y a eu aussi Jacques Baudry, inscrit dans le personnel de Rouen et parti à Rennes ensuite. M. Vivier avait été dynamique pour arriver à reconstituer une équipe pérenne. Mais cela a été présenté différemment au niveau régional.

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE N'A-T-ELLE PAS IMAGINÉ UNE SOLUTION AVEC UN CADRE QUI AURAIT PU PILOTER LE PROGRAMME EN COURS ?

Non. J'ai été choisi pour assurer la suite, en liaison avec les travaux de M. Vivier, le responsable du programme. Mais l'ambiance s'était détériorée. Comme je n'étais pas cadre supérieur, je pensais ne pas pouvoir assurer et j'ai refusé. Plusieurs raisons rendaient les choses difficiles. J. Poly a pris la décision de fermer la station de Rouen. Comme il avait commis une erreur administrative auprès de la préfecture parce qu'il aurait dû la prévenir de sa décision, il a dû proposer des solutions au personnel. Une solution était la mutation dans une autre station de l'Inra. Une autre solution était la mise à disposition auprès de l'université, pour travailler sur les acides humiques en collaboration avec J. Boiffin, qui était encore directeur de la station de Laon avant de devenir chef de département. Il était aussi possible d'aller à la Draf ou la quatrième solution était d'aller ailleurs. Désireux de continuer à faire de la recherche, j'ai contacté J. Boiffin par l'entremise de A. Hentgen ; l'Inra était d'accord de mettre en place un programme avec l'université. Une collègue m'a accompagné à la faculté des sciences, pour travailler sur la chromatographie liquide et l'évolution de la matière humique au niveau des différents types de sols cultivés.

VOUS AVEZ QUITTÉ LES MURS DE LA STATION POUR L'UNIVERSITÉ.

Il était très difficile de travailler à l'université par manque de moyens. Il y avait déjà des relations avec l'Inra et on connaissait des universitaires. J'étais à cheval entre le laboratoire de géologie et le laboratoire de chimie organique. Le laboratoire de chimie organique avait de l'appareillage chromatographique et je connaissais très bien Jean-Paul Dupont. Le président de l'université était d'accord pour nous

accueillir. L'Inra a bien voulu mettre en place un protocole de recherche. Mais au bout de trois jours, François Papy, directeur de recherche au Sad Paris-Grignon, m'a téléphoné : « Nous avons de gros problèmes au département au niveau de l'érosion. Pouvons-nous nous rencontrer ? » À Rouen, il m'expose son problème, qui me paraissait tout à fait intéressant. Une convention a été signée avec l'université ; j'ai été mis à disposition pour trois ans à mi-temps sur deux thèmes : les problèmes d'acide humique et les problèmes d'érosion avec F. Papy. Le thème érosion a pris de l'importance et travailler avec l'université devenait de plus en plus difficile. Je n'avais pas de crédits spécifiques de l'Inra et l'université ne me donnait rien. J'ai peu à peu abandonné le travail universitaire pour travailler pour F. Papy. Au bout de trois ans, j'ai demandé mon changement pour être mis à disposition du SRAE (Service régional d'aménagement des eaux) pour le programme érosion, dont je connaissais le directeur régional, Mandy.

VOUS ÉTIEZ LE BIENVENU.

Avec F. Papy, Mandy et A. Hentgen, nous nous entendions bien et travaillions dans de bonnes conditions. Ayant compati à nos problèmes, J. Boiffin nous a même laissé une voiture de l'Inra, alors qu'il n'avait pas beaucoup de moyens. Il y avait un programme de suivi pendant trois ou quatre ans sur un bassin versant et j'allais quelques jours par mois suivre les états de surface, faire des mesures - pourcentages couverts du sol, pluviométrie. Cela a été publié. Mon activité devenait de plus en plus intéressante, les conditions étaient bonnes. J'étais très bien au SRAE, mais il y a eu le passage du SRAE au ministère de l'Environnement. Je voulais rester Inra, au ministère de l'Agriculture. Mandy m'a proposé d'intégrer le service régional de formation-développement avec des missions autres que l'enseignement général, dont l'expérimentation, les actions culturelles et la coopération internationale. J'ai accepté. C'est en 1996 que j'ai intégré la direction régionale d'agriculture à la cité administrative, pour un travail intéressant. Je connaissais les personnes de l'enseignement agricole, principalement ceux d'Yvetot. Ma mission consistait à mettre en place l'expérimentation dans

les établissements d'enseignement avec des crédits du ministère, dans le contexte du programme de relance agronomique, puis du programme régional de développement agricole. Sous couvert de mon chef de service, on recevait les crédits et on demandait aux établissements de nous proposer des expérimentations. J'analysais les dossiers et je faisais le tri. Parfois, au moment du rendu des résultats, j'allais voir la justification des crédits utilisés. Il y avait aussi les actions culturelles d'animation rurale, les histoires de coopération internationale, la mise en œuvre et le suivi du programme européen Stride (lycée agricole d'Yvetot, formation agroalimentaire).

IL S'AGISSAIT À LA FOIS DE FORMATION INITIALE ET DE FORMATION CONTINUE : DÉVELOPPEMENT, EXPÉRIMENTATION, ANIMATION RURALE ET COOPÉRATIONS INTERNATIONALES.

Pour travailler sérieusement sur des problèmes d'expérimentation de lutte contre l'érosion, il aurait fallu avoir des personnes à plein-temps, des agronomes de l'Inra formés. Mon directeur de recherche était F. Papy ; j'ai travaillé avec lui jusqu'à la fin. Dans le cadre du pôle de compétences sol et eau, j'ai essayé de favoriser au maximum l'Inra au niveau financier, puisqu'une partie de ma démarche consistait à récupérer de l'argent pour la mise en place de ce programme de lutte anti-érosion. On a pu faire le programme européen FlooDGEN avec l'Inra d'Orléans et le BRGM. J'espérais avoir une petite reconnaissance. Le pôle a été pour moi une expérience enrichissante : aboutissement de carrière, expérience acquise, connaissances et relations de travail avec des personnes comme F. Papy.

POURQUOI PÔLE DE COMPÉTENCES SOL ET EAU ?

La région connaissait d'énormes problèmes liés aux catastrophes naturelles. La Seine-Maritime était le deuxième département ayant le plus grand nombre de déclarations de catastrophes naturelles. À la suite de violents orages qui ont causé des morts à Saint-Valéry-en-Caux et à Saint-Martin de Boscherville, le préfet de région, en accord avec le président

du Conseil régional, a chargé le Draf de mettre en œuvre le pôle de compétences sol et eau de Haute-Normandie, en 1996. Bernard Bourget, successeur de Mandy, sachant que j'avais travaillé avec F. Papy sur des problèmes d'érosion, m'a demandé de lui faire des propositions pour la création d'un pôle de compétences sol et eau, avec les actions à développer et l'appui de l'Inra. Du service régional de formation et développement, je suis passé au service aménagement-environnement (chef de service : R. Clatot). Le pôle avait trois missions : développer et coordonner les travaux de recherche appliquée pour fournir des références aux gestionnaires du territoire ; rassembler les références et diffuser les connaissances acquises ; élaborer une stratégie régionale pour réduire l'érosion hydrique et ses conséquences. Ma mission était d'assurer le secrétariat général et l'animation du pôle composé d'une trentaine de partenaires : assurer la conduite de la réflexion générale et la coordination des différents projets, suivre l'état d'avancement des travaux et des conventions (Feder-État, ministères Agriculture et Environnement). J'ai participé à la fourniture des données, représenté le Draf lors des réunions diverses sur le ruissellement, assuré un rôle de relais pour les équipes Inra (Inra Sad, Inra Orléans, InaPG), assuré le transfert des résultats de la recherche vers les utilisateurs potentiels (collectivités), communiqué (réalisation de plaquettes, panneaux d'exposition...), mis en œuvre le centre de ressources du pôle de compétences, organisé le premier forum du pôle (deux journées) à Rouen pour faire le point (1998) et présenter les résultats de l'action engagée par les partenaires du pôle de compétences. Cette rencontre, placée sous le parrainage du préfet de région et du président du Conseil régional, s'adressait notamment aux présidents des établissements de coopération intercommunale, syndicats d'adduction d'eau et syndicats de rivières dont le rôle était essentiel dans la lutte contre l'érosion hydrique. Tout cela a débouché sur la création de syndicats de bassins versants. La synthèse bibliographique des travaux réalisés a permis de déterminer les thèmes et les actions à réaliser. Il y a eu ce premier forum à Rouen, la participation au programme européen

FloodGEN (BRGM, Inra Orléans, Draf Haute-Normandie, Lyon, Allemagne, Suisse, Italie). Il y a eu également : l'opération « Les Ravines de l'Andelle » (Eure) avec des financements européens, des mémoires d'étudiants (DESS), la création des syndicats de bassins versants.

UNE FOIS LE MONTAGE RÉALISÉ, QUELLES ONT ÉTÉ LES ACTIONS ?

La plupart des actions ont été évoquées dans le paragraphe précédent. Compte tenu de l'expérience et de la difficulté des crédits, il y a eu une sélection assez rude des projets proposés, puis après accord de la région et de la préfecture, ils étaient financés. La synthèse bibliographique des travaux de recherche réalisés sur ces problèmes a permis de ne pas refaire la même chose. Il n'était pas toujours évident qu'une administration, la Draf, maîtrise l'activité du pôle par rapport aux autres administrations (DDE) ou partenaires tels que la Chambre d'agriculture ou l'Agence de l'eau. Une association régionale d'étude des sols travaillait sur ces problèmes d'érosion ; soutenue par la Chambre d'agriculture, elle se demandait pourquoi l'administration s'en mêlait. Cela bouleversait leurs habitudes.

CE FONCTIONNEMENT VOUS CONVENAIT-IL ?

Oui, c'était très dynamique, avec un objectif concret : mise en application de la liaison recherche-développement. Avant de partir, l'occasion m'était donnée d'apporter ma pierre à l'édifice pour faire avancer les choses. Cela a duré de 1996 à 2001. J'ai pris ma retraite à 60 ans. Comme je n'ai pas été remplacé, le pôle de compétences est « tombé à l'eau ». Heureusement, le nouveau préfet de région (Bruno Fontenaist) a très vite pris conscience des problèmes liés à l'érosion hydrique dans notre région. Lors de l'exposé de sa conclusion au forum du pôle, il s'est engagé à ouvrir une ligne de crédits, dans le cadre du contrat de plan 2000-2006, pour aider financièrement des actions locales mises en œuvre par des structures intercommunales porteuses de projets. Il a souhaité que le futur contrat territorial d'exploitation

prenne en compte la promotion des pratiques culturelles assurant une meilleure maîtrise du ruissellement. Il a constaté qu'il était nécessaire d'intervenir le plus en amont possible et de raisonner à l'échelle du bassin versant. Cette démarche devait s'appuyer sur des structures de coopération intercommunales. Nous avons pu montrer que cela était possible (opération « Les ravines de l'Andelle ») grâce à des financements européens. Il s'agissait de mettre en place des aménagements d'hydraulique douce sur un bassin versant et il était souhaité qu'il y ait une telle opération dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime. Le département de l'Eure a accepté. Le Syndicat intercommunal du bassin de l'Andelle a répondu favorablement à la proposition de la Draf (pôle de compétences sol et eau) de servir d'exemple dans un secteur sensible au ruissellement (12 millions de francs d'investissement, 139 ouvrages de type hydraulique douce répartis sur 8 communes). L'opération a bénéficié de fonds européens (Feder) importants, ce qui a encouragé les différents partenaires concernés à s'engager dans une telle réalisation exemplaire transposable au niveau des deux départements. Il n'a pas été possible de mener la même opération en Seine-Maritime : le chargé des problèmes d'érosion, lié à la Chambre d'agriculture, n'a pas joué le jeu.

DES MESURES CONCRÈTES PERDURENT-ELLES PAR RAPPORT À CET INVENTAIRE DE SOLUTIONS ? L'ÉROSION EST-ELLE ENCORE UN PROBLÈME ?

Pour la mise en place d'un bassin versant expérimental dans l'Eure, le préfet de région et la presse sont venus voir les réalisations. Les agriculteurs ont été convaincus que l'on pouvait édifier des petits aménagements, le plus souvent à la limite des parcelles. On a essayé de diversifier le plus de mesures possible. Il est sorti un document qui insistait sur la possibilité de mettre en œuvre une politique d'aménagement du bassin versant. Huit autres conventions entre le Feder et des organismes de Haute-Normandie ont été établies. Parmi les conventions Feder, il y a eu la réalisation d'un *Atlas régional. Aléa érosion en Haute-Normandie*, par le BRGM et l'Inra (Sciences du sol,

Orléans), avec la participation du CNRS Rouen-Caen et du bureau Aquasol-projet. Cette étude a été financée par le Conseil régional de Haute-Normandie, la Diren HNO, les fonds Feder et la mission de service public du BRGM. J'ai contribué techniquement à un contrôle de terrain du résultat de l'interprétation des images satellitaires pour la mise à jour de la composante prairie de la base de données géographiques Corine Land Cover. L'ensemble de ce travail a été mis à disposition sous forme d'un atlas papier en format A3 avec des zooms par bassin versant hydrographique. Cet atlas permet une visualisation détaillée jusqu'au niveau communal des résultats de ce projet.

Un autre type d'étude consistait à expérimenter la mise en place de fascines en limite de parcelles et de gabions dans de profondes ravines. Les fascines sont toujours mises en place aujourd'hui. Plaquettes et CDRom ont été réalisés à l'attention des maires. J'ai conçu le *Guide des aménagements d'hydraulique douce*, publié par l'Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie et largement distribué. Parmi d'autres activités, j'ai assuré l'encadrement d'étudiants stagiaires (mémoire de maîtrise, DESS) et participé au jury de DESS à Amiens. J'ai accueilli divers étudiants (InraPG, universités). Certains ont trouvé du travail lors de la création des syndicats de bassins versants.

Face à l'érosion, les syndicats de bassins versants sont dynamiques et ont permis d'en diminuer les conséquences. L'érosion reste un problème important dans les zones où le retournement de prairies continue ou s'accélère.

VOUS AVIEZ TOUJOURS LE SOUCI D'ACQUÉRIR DES CONNAISSANCES NOUVELLES ET ADAPTÉES. VOUS AVEZ SUIVI UN CURSUS DE FORMATION PENDANT VOTRE TEMPS DE TRAVAIL OU EN FORMATION CONTINUE.

Je voulais que la formation - Cnam ou établissements d'enseignement - corresponde à la réalité et à l'évolution des besoins, notamment du laboratoire. Ces formations - notamment BTS production végétale - étaient validées par la formation permanente de l'Inra. La formation du master en agronomie s'est



© Inra

faite en liaison avec l'Inra et la Draf, à la demande de la Draf. Le lycée agricole de Merval avait pour objectif le développement des diverses activités au niveau du développement agricole et d'un territoire, la diversification et pas seulement l'agriculture classique; il est toujours sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. Une fromagerie a été créée à Neufchâtel au lycée de Merval, avec le syndicat et les producteurs. Elle devait être le porteur de flambeau et la Draf m'a demandé de travailler avec les producteurs et le syndicat de Neufchâtel. Je me suis donc intéressé au fromage de Neufchâtel. Ensuite, j'ai suivi différents cycles de formation d'une semaine ou plus.

Quand je suis entré à l'Inra chez G. Ricou, je revenais d'Algérie en tant que rapatrié sanitaire; j'avais développé une hépatite virale. Cela a duré au moins trois ou quatre ans et j'ai dû aller en cure. Après ma journée de travail, il m'était difficile d'étudier le soir. Guéri, je me suis investi pour aller au Cnam à Mont-Saint-Aignan pour préparer le diplôme d'ingénieur. Mais il fallait faire des maths modernes; formé à la méthode ancienne, j'ai échoué. J'ai essayé de passer plusieurs concours internes, en vain.

AVANT 1984, VOUS POUVIEZ PROGRESSER AU TITRE DE L'AVANCEMENT AU CHOIX. IL N'Y AVAIT PAS DE CONCOURS, C'ÉTAIT À L'APPRÉCIATION DE LA HIÉRARCHIE.

J'ai bénéficié d'un avancement au 1/6^e. J'ai obtenu une promotion en 2B, c'est tout.

Je pense que c'est dû au fait que je sois resté à Rouen. En 1984, avec la titularisation, je suis passé TR, alors que j'aurais pu passer AI et intégrer la catégorie A. J'ai échoué au concours d'assistant ingénieur. F. Papy m'a aidé et appuyé pour préparer le concours. G. Ricou était dans sa sphère académique habituelle de chercheur et se souciait peu de son personnel.

COMMENT AVEZ-VOUS VÉCU CES ANNÉES « PERDUES » ? AUJOURD'HUI, VOUS ÊTES EN BONNE SANTÉ ET APAISÉ. CELA VOUS A-T-IL AFFECTÉ DE NE PAS ÊTRE ENCOURAGÉ À LA HAUTEUR DE VOTRE INVESTISSEMENT ?

Cela m'a plutôt agacé, sans pour autant assécher ma soif de connaissances. J'étais passionné par tout ce que je faisais. Pour cela, l'Inra m'a permis de connaître des personnes intéressantes, une dynamique, une certaine liberté, une façon de raisonner. Je m'intéresse toujours à beaucoup de choses.

COMMENT AVEZ-VOUS APPROCHÉ LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE ?

À la suite de l'opération exemplaire des Ravines de L'Andelle - une première -, l'Académie d'agriculture m'a demandé de présenter cette opération, rue de Bellechasse. Comme je connaissais le correspondant de l'Académie pour la région, la Draf m'a encouragé à y aller. Un groupe de travail s'est formé et l'on m'a proposé de m'y adjoindre. Les réunions

étant hebdomadaires, je ne pouvais pas. Mon ex-chef de service m'a alors proposé de prendre contact avec la Société centrale d'agriculture qui venait d'être reformée. J'ai été membre une année et je suis vite passé secrétaire. Nous manquions de moyens et de personnes. La plupart sont d'anciens agriculteurs âgés qui ne peuvent plus s'investir comme des actifs. Nous sommes une centaine : directeurs d'organismes professionnels, agronomes, agriculteurs... Il y a même le père de Valérie Lemerrier, ancien président d'une coopérative du pays de Caux. Je suis passionné d'agriculture et des questions agricoles. Il y a une bibliothèque avec un fonds documentaire important et donc il y a déjà matière à travailler. C'est toute une histoire. Robert Régnier, qui était directeur de la station de zoologie, était en même temps directeur du Muséum d'histoire naturelle de Rouen. Également secrétaire de la Société centrale d'agriculture, il apportait des doubles de procès-verbaux, des bulletins de la Société centrale au 16 rue Dufay. Un documentaliste de la Chambre d'agriculture a demandé une pièce pour faire rapatrier tous les documents de la Société centrale qui ont pu être sauvés. Quand la société a été relancée, le classement a été refait et les dons de documents ont été sollicités. Grâce à Patrice Loutrel, nous avons pu acquérir toute la documentation d'André Voisin, chimiste et agriculteur. Nous avons passé une convention avec les géographes historiens de l'université de Rouen. Nous avons une étudiante en patrimoine, sous le couvert de Marchand, un historien. Pour un étudiant qui orienterait sa recherche sur le patrimoine consacré à la fois aux sciences naturelles et tout ce qui s'est fait autour de ces trois stations de l'Inra, il y aurait matière - par exemple, l'histoire de l'évolution fourragère du pays de Caux.

EN JUIN 2012, QUELLE EST VOTRE PART D'ACTIVITÉ DANS CETTE SOCIÉTÉ ?

Je suis chargé de reclasser toutes les étagères pour l'agronomie, ce qui représente environ 10 000 documents, depuis la création en 1761. On a découvert chez certains agriculteurs des documents anciens de la Société centrale, que nous n'avions pas au siège ; la plupart étaient en bon état. Tous les bulletins, année par

année, avaient une reliure d'époque. L'obtention d'un crédit important du Crédit Agricole a permis de faire beaucoup de reliures. La station d'agronomie avait fait un dépôt à l'Agence régionale de l'environnement Haute-Normandie. J'ai pu récupérer les *Annales agronomiques* du tout début ; les trois exemplaires sur la station ont été reliés.

QUELS SONT LES RAPPORTS AVEC L'ACADÉMIE DE ROUEN ?

Il n'y en a pratiquement pas. Je connaissais Bernard Boullard, professeur de biologie à l'université, et l'un de ses élèves, Michel Lerond, secrétaire à l'Académie des sciences de Rouen. Boullard a proposé à Lerond de me soutenir pour obtenir un prix à l'Académie des sciences de Rouen. J'ai eu le prix Guéroud (médaille) pour mon ouvrage *La betterave sucrière en Pays de Caux*. Puis j'ai eu, il y a un an, le Mérite agricole, reconnaissance de mon travail pour la SCA. En ce moment, je reçois des lettres de félicitations de tous les députés de la région ; c'est l'usage !

NOUS ARRIVONS AU TERME DE NOTRE ENTRETIEN. Y A-T-IL DES ÉLÉMENTS À DÉVELOPPER OU SUR LESQUELS VOUS AIMERIEZ REVENIR ?

Non. Un des points importants est mon travail réalisé dans le cadre du pôle de compétences sol et eau. Cela a été très intéressant pour moi de travailler avec l'Inra et d'assurer la recherche/application ; c'était à la fois un travail d'animation, de développement local, d'expérimentation. Souvent, la recherche est regardée de loin, on ne comprend pas. L'Inra ne fait pas assez connaître ses réalisations. Dans nos activités, B. Vissac trouvait bien de s'occuper des marais mais ne voulait pas que ce soit trop local, il fallait un côté scientifique. Donc, il y a la crainte de se mettre en avant avec la précaution de ne pas réduire au local. Quand je m'occupais des marais, lors d'une réunion de rendu auprès des agriculteurs pour remettre en fonctionnement le réseau hydraulique, quelqu'un a dit : « Pourquoi l'Inra ne viendrait-il pas avec une pelle mécanique pour creuser les fossés ? » C'est une méconnaissance des missions de l'Inra.

VOUS PARCOURS THÉMATIQUE ET DE COMPÉTENCES SONT ÉTONNANTS, DEPUIS LES TIPULES JUSQU'ÀUX BASSINS VERSANTS, EN PASSANT PAR LES PROBLÈMES D'ÉROSION ET LE LABORATOIRE SUR LA CHIMIE DE L'HUMUS. LA QUESTION DES FORMATIONS SUCCESSIVES EST IMPORTANTE, NOTAMMENT LE PASSAGE À LA VRAIE AGRONOMIE. EST-CE LA FORMATION D'INGÉNIEUR AGRONOME QUI A FAIT DE VOUS UN AGRONOME DE PLAIN-PIED ?

Oui. Déjà, le BTS, conforté par la formation. Et toute l'équipe M. Sébillotte, A. Capillon, Ménard, Doret, et autres. Concernant l'évolution des thèmes, je me suis investi fortement dans la documentation, la lecture de publications pour coller à la réalité, en plus des formations par stages. Il y avait les publications de B. Vissac sur l'état d'esprit du Sad, et j'ai essayé de comprendre toute la démarche. J'ai eu des formations sur le développement local avec les activités de tourisme, de fromage, de cidre, de calvados. Il fallait aider un lycée agricole à mettre ces activités en œuvre.

QUELLE A ÉTÉ VOTRE APPROCHE DES MICRO-ORDINATEURS LORS DE LEUR DÉVELOPPEMENT ?

Au niveau du laboratoire, il n'y avait pas de matériel informatique. Le seul matériel était destiné à la secrétaire. J'ai suivi quelques stages mais, n'ayant pas de matériel, cela ne servait à rien. À la Draf, on avait mis à ma disposition deux secrétaires dont pratiquement une à plein-temps. Je rédigeais mes papiers à la main. Pour moi, l'important c'était le terrain, aller aux réunions et faire avancer les choses ; je prenais des notes à la main. J'aurais aimé avoir un ordinateur, bénéficier de stages de formation et me l'approprier. Je m'occupais des CTE, des échanges terres labourables contre prairies. J'allais chez les agriculteurs pour voir si le changement de la prairie en terres labourables allait poser des problèmes de ruissellement ou d'écoulement de terre. En plus de cette charge d'érosion, j'avais quelques charges pour la Draf-DDA. Donc je n'avais pas le temps.

Aujourd'hui, à la retraite, je trouve que c'est un très bon outil mais je n'ai pas

trop la patience de rester longtemps devant. C'est peut-être dû à mes origines sudistes : j'ai une attitude de commercial, de contact, pour faire avancer les choses, débrouiller les affaires. Cela m'intéresse mais je ne veux pas passer mon temps devant l'ordinateur à taper des textes. C'est dommage parce que c'est un bon outil.

VOUS AVEZ FAIT DE LA RECHERCHE DANS DIFFÉRENTS DOMAINES DEPUIS LA PAILLASSE JUSQU'AU TERRAIN ; VOTRE PARCOURS EST TOUT À FAIT PASSIONNANT ET INTÉRESSANT. PUIS VOUS ÊTES ENTRÉ DANS L'ADMINISTRATION AVEC UN RÔLE D'EXPERTISE. VOUS ÉTIEZ UN AGENT ATYPIQUE DANS LES DRAF-DDA, CE QUI FAIT L'INTÉRÊT DE VOTRE ORIGINALITÉ ; PUIS EXPERT AUPRÈS DES LYCÉES AGRICOLES. QUE RETENEZ-VOUS DES RELATIONS AVEC LA PROFESSION, DANS CE RÔLE DE RECHERCHE ET D'AGRICULTURE ? QUELLE EST VOTRE RÉFLEXION SUR L'AGRICULTURE DE TERRAIN ET SUR L'INSTITUTION PROFESSIONNELLE AGRICOLE ?

Ce n'est pas toujours facile. Les professionnels attendent la prise en charge financière par l'État. En plus, il y a la concurrence. Mon expérience de mettre en avant la technique suisse de semis de maïs sur herbe n'a pas plu ; le développement est assuré par la Chambre d'agriculture et non plus par les services de l'État. La Draf nous avait envoyé à quatre en Suisse pour voir comment cela se passait sur le terrain. Il n'y avait malheureusement personne de la Chambre d'agriculture. Cela a été mal pris et ils sont allés se plaindre auprès du Conseil général pour se faire payer un voyage avec l'Areas (Association régionale pour l'étude et l'amélioration des sols), avec de grands articles de presse. Avec la mise en place d'expérimentations au lycée agricole d'Yvetot et notre aide pour trouver de l'argent, un professeur d'Yvetot - qui n'avait pratiquement rien fait - s'était mis en avant le jour du rendu, alors que j'étais à peine invité parce que cela déplaçait.

C'ÉTAIT UNE EXPÉRIENCE DE SEMIS DE MAÏS SANS LABOURS.

Cela fonctionnait très bien. Au lycée agricole d'Yvetot, nous avons fait un comparatif entre la technique suisse et

la technique habituelle pour déterminer la méthode la plus intéressante (rendements, charges). Cette technique suisse a fonctionné. C'était inscrit dans les contrats territoriaux et financé dans le cadre des contrats territoriaux ; les agriculteurs étaient demandeurs. On avait essayé d'enrayer le plus possible la lutte contre les ruissellements et la turbidité. Les techniques étaient intéressantes et la Draf était d'accord pour les faire passer dans les mesures. Voyant qu'il y avait de l'argent à la clé, les agriculteurs étaient d'accord. Plus tard, j'ai revu le responsable de l'exploitation pour voir s'il avait encore des demandes. Comme il n'y avait plus d'argent, les agriculteurs ne le demandaient plus. Je me suis toujours dit qu'il faudrait que je retourne sur l'Andelle pour voir si les investissements pour aménager le bassin versant en hydraulique douce ont servi sur le long terme.

QUEL EST LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE ? CE REGROUPEMENT D'EXPERTS A UNE VUE SUR LES PROBLÉMATIQUES GLOBALES DE L'AGRICULTURE DANS LA RÉGION. AVEZ-VOUS UN RÔLE DE CENTRE DE RÉFLEXION DÉTACHÉ PAR RAPPORT AUX INSTANCES PUREMENT PROFESSIONNELLES ? ONT-ILS ENVIE DE DISCUTER AVEC VOUS, DE VOUS INVITER À LEURS ASSEMBLÉES GÉNÉRALES POUR AVOIR UN REGARD SUR LES CHOSSES ?

Il y a de bonnes relations mais chacun est à sa place. Les Sociétés centrales d'agriculture en France ont précédé tout le développement, toute la fondation des organismes que l'on connaît. Après avoir fait la politique agricole, elles sont devenues des clubs de personnes intéressées et ont failli disparaître. La Chambre d'agriculture nous abrite dans un local à titre gracieux. On est souvent liés pour certaines manifestations. Au Comice agricole, ils nous réservent une place sur le stand de la Chambre d'agriculture qu'ils prennent en charge financièrement avec une table et quelques panneaux pour montrer que nous existons. Il n'y avait plus de contacts réels pour discuter des problèmes avec les délégués régionaux successifs de l'Inra. Sans enjeux, le problème était réglé.

QUE SOUHAITEZ-VOUS DIRE SUR LA DÉMARCHE DE LA MISSION ARCHORALES ?

Je trouve cette action très utile, d'un grand intérêt pour l'histoire de l'Inra, au niveau général ou local. Il y a eu un passé riche et je pense que dans d'autres petites stations, des travaux intéressants ont été faits et ont disparu. Cela fait partie du corps de l'Inra en général.

LE MESSAGE QUE VOUS POUVEZ FAIRE PASSER, C'EST LA PASSION POUR LE TRAVAIL, LE GOÛT D'ACQUÉRIR DES CONNAISSANCES, D'APPRENDRE. C'EST PARCE QUE VOUS AVEZ ÉTÉ MIS À DISPOSITION, QUE VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTE, UTILE, PERTINENTE ET QU'ELLE MÉRITERAIT D'ÊTRE RECONNUE.

Tout d'abord, je garde un bon souvenir de ma première étape au laboratoire de zoologie agricole et à l'unité Sad durant laquelle j'ai découvert l'Inra et me suis passionné pour la recherche.

Même si la fermeture du laboratoire Inra de Rouen et la « mise à disposition » n'ont pas toujours été faciles à vivre, les relations de travail ont toujours existé avec l'Inra, en particulier avec A. Hentgen, J. Boiffin, F. Papy. Je pense avoir fortement contribué, en plus du travail sur l'érosion, à l'attribution de crédits pour des actions de l'Inra-Sad Paris Grignon, de l'Inra Orléans et l'INA-PG dans le cadre du Pôle de compétence « Sol et eau ». La mise en œuvre d'actions de recherche-développement a été particulièrement intéressante (marais de la basse-Seine, opération Ravines de l'Andelle, l'expérimentation fascines et gabions...)

Grâce à la rencontre et à la compréhension de certains responsables Inra, cités auparavant, de la Draf (Mandy, Bourget, Clatot), j'ai pu montrer mon sens des responsabilités et m'investir.

Je ne saurais également oublier A. Capillon et son équipe lors du suivi de la formation en mastère en ingénierie agronomique.

J'ai seulement le regret que mon investissement dans le travail ait été plus reconnu par la Draf que par l'Inra (à part F. Papy).

ITEMS

Seine-Maritime/
Haute-Normandie/
bassin versant/pôle
de compétence/
entomologie/
zoologie/Sad/Rouen/
acide humique/sol/
eau/écologie/lutte
biologique/tipule/
érosion/formation